



Assemblée générale

Distr. générale
18 mai 2009
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session

Point 132 de l'ordre du jour

Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Point au 30 juin 2008 de la situation financière des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général intitulé « Point au 30 juin 2008 de la situation financière des opérations de maintien de la paix terminées » (A/63/581). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont donné des précisions et des renseignements supplémentaires.

2. Le Secrétaire général indique que 186 297 000 dollars restaient inscrits dans les comptes des opérations de maintien de la paix terminées ayant une trésorerie positive au 30 juin 2008. Il s'agit d'un montant net après déduction des emprunts non encore remboursés à cette date, d'un montant de 37 816 000 dollars, dus par deux missions terminées (7 366 000 dollars dus par la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti-Mission de transition des Nations Unies en Haïti-Mission de police civile des Nations Unies en Haïti et 3 450 000 dollars dus par la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad) et deux missions en cours (14 millions de dollars dus par la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental et 13 millions de dollars dus par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo). À la même date, 5 des 21 missions dont le mandat était terminé affichaient des déficits de trésorerie, pour un total de 86 712 000 dollars, du fait du non-versement de contributions mises en recouvrement. La ventilation par mission de ce montant est donnée au tableau 4 du rapport.

3. Le Secrétaire général indique aussi que, du fait du niveau élevé des contributions non réglées figurant dans les comptes spéciaux de certaines missions en cours, il continue d'être nécessaire de prélever des fonds sur les comptes de missions dont le mandat est terminé. Le tableau suivant donne des précisions sur les avances intercomptes effectuées pendant les exercices 2007/08 et 2008/09.



(En dollars des États-Unis)

<i>Exercice</i>	<i>Montant total des avances intercomptes</i>	<i>Nombre de missions actives concernées</i>	<i>Nom des missions^a</i>
2007/08	72 000 000	4	MINURSO, MINUSTAH, MINUK et MONUG
2008/09	158 000 000 (au 17 avril 2009)	8	MINURSO, MINUSTAH, MINUK, MONUG, UNFICYP, ONUCI, MINUL et MINUT

^a *Abréviations* : MINURSO = Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental; MINUSTAH = Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti; UNFICYP = Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre; MINUK = Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo; MINUL = Mission des Nations Unies au Libéria; MINUT = Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste; ONUCI = Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire; MONUG = Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie.

4. D'après le Secrétaire général, on risque d'avoir encore davantage besoin, au cours de l'exercice 2009/10, d'avoir recours à des avances intercomptes prélevées sur les soldes de trésorerie d'opérations terminées. Aux paragraphes 9 à 11 de son rapport (A/63/581), il donne des informations pour expliquer l'augmentation prévue des avances intercomptes. À sa demande, le Comité consultatif a reçu un état actualisé des besoins de trésorerie que pourraient créer le renforcement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) et la création d'une mission en Somalie (ibid., par. 9 à 12).

5. Le Secrétaire général indique dans son rapport qu'il continue de prévoir qu'on risque d'avoir davantage besoin de recourir à des avances intercomptes pendant l'exercice 2009/10, du fait que le Conseil de sécurité a décidé, dans sa résolution 1843 (2008) de prolonger le déploiement de l'effectif accru de la MONUC (jusqu'à 3 085 membres des forces militaires ou de police, jusqu'au 31 décembre 2009). De plus, dans sa résolution 1861 (2009), il a autorisé le déploiement au Tchad et en République centrafricaine d'une composante militaire d'opération des Nations Unies dont l'effectif pourrait atteindre 5 525 membres des forces militaires et de police et décidé que la passation de pouvoirs entre la Force de l'Union européenne et la composante militaire de la MINURCAT se ferait le 15 mars 2009. Les budgets de la MONUC et de la MINURCAT pour l'exercice 2009/10 tiennent compte des ressources rendues nécessaires par ces décisions. Une fois que l'Assemblée générale aura statué sur les crédits à ouvrir pour ces missions, le Secrétariat indiquera aux États Membres les montants qu'ils devront verser aux fins de leur financement. Le Secrétaire général indique aussi que, d'après l'expérience passée, il y a un décalage assez important, souvent de 60 à 120 jours, entre l'envoi d'avis de mise en recouvrement aux États Membres et la réception des montants correspondants. Tant que les contributions mises en recouvrement n'ont pas été versées, il peut être nécessaire de combler les éventuels déficits de trésorerie des missions concernées en prélevant des avances sur les comptes de missions terminées.

6. Dans sa résolution 1863 (2009), le Conseil de sécurité a indiqué qu'il déciderait peut-être de créer une opération de maintien de la paix des Nations Unies en Somalie, qui prendrait la suite de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Le 30 mars 2009, l'Assemblée générale a approuvé pour la période allant jusqu'au 30 juin 2009 une autorisation d'engagement avec mise en recouvrement destinée à permettre d'apporter à l'AMISOM les services de soutien logistique voulus. Un projet de budget est en cours de préparation pour le maintien de la totalité du soutien pendant l'exercice 2009/10, étant supposé que le Conseil ne décidera, en juin 2009, d'apporter aucune modification aux tâches actuellement prescrites à la mission aux termes de la résolution 1863 (2009). Le projet de financement sera présenté à l'Assemblée à la deuxième partie de la reprise de sa soixante-troisième session (en mai 2009). Le Secrétariat indique que tant que les contributions mises en recouvrement ne sont pas encaissées, on risque de devoir combler toute insuffisance de trésorerie en prélevant une avance sur le compte d'une mission terminée.

7. Le Secrétaire général propose de conserver le solde de trésorerie, d'un montant de 186 297 000 dollars, appartenant à 16 missions de maintien de la paix terminées, compte tenu de l'expérience des exercices 2007/08 et 2008/09 pour ce qui est des besoins de trésorerie de l'Organisation.

8. Le Comité consultatif fait observer que l'article 5.3 du Règlement financier prévoit que « les crédits restent utilisables pendant les 12 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel ils ont été ouverts, pour autant qu'ils soient nécessaires pour régler les engagements concernant des marchandises livrées et des services fournis au cours de l'exercice, et tout autre engagement régulièrement contracté se rapportant à l'exercice », et que « le solde des crédits ouverts est libéré ». **Le Comité réaffirme qu'il considère que c'est à l'Assemblée générale de décider que faire de ces soldes, dont le montant total s'élève actuellement à 186 297 000 dollars.**